



Appel Comité Confédéral National de la CGT

Retraites, Emplois, Salaires, Conditions de travail... En grève dès le 5 décembre, agissons pour le progrès social !

Partout en France, les luttes en cours contestent les choix politiques du gouvernement, des directions d'entreprises et du patronat. Augmentations salariales, amélioration des conditions de travail, diminution du temps de travail, maintien et développement de l'emploi, défense des services publics, égalité femmes/hommes, reconquête de l'industrie et de notre protection sociale constituent les principales revendications.

Le gouvernement mène une politique au service exclusif des riches et de la finance. Sa politique vise la remise en cause des conquêtes sociales et des solidarités. Il met en opposition travailleurs/travailleuses et privé-e-s d'emploi, actifs/actives et retraité-e-s, ouvriers/ouvrières ou employé-e-s et cadres, salarié-e-s du public et du privé, celles et ceux qui sont aujourd'hui dans le monde du travail et celles et ceux qui y seront demain...

Le gouvernement tente aussi de faire diversion en instrumentalisant la question de l'immigration, envisageant l'instauration d'une « immigration choisie » et de « quotas d'immigration »... Des thèmes qu'il emprunte sans retenue à l'extrême droite en pleine polémique lancée sur la question du port du voile et de l'Islam.

Malgré un rapport du défenseur des droits qui révèle l'ampleur de la discrimination dans les entreprises et administrations, le pouvoir politique conjugue répression syndicale et atteinte au droit de manifester. Il rend possible, voire incite à des situations de discrimination et de répression syndicale dans les entreprises et les administrations. Il porte atteinte à la démocratie sociale et refuse de répondre aux aspirations exprimées par le monde du travail.

Le CCN de la CGT appelle l'ensemble des travailleurs/travailleuses, des privé-e-s d'emplois, des retraité-e-s et la jeunesse à se mobiliser partout en France, par la grève, la mobilisation et la participation aux manifestations, le 5 décembre prochain.

D'ici le 5 décembre, le CCN de la CGT appelle à poursuivre la construction de l'action par la tenue d'Assemblées Générales dans les entreprises, les services publics et les administrations, pour que les salarié-e-s et agent-e-s décident, sur la base de leurs revendications et dans l'unité, des modalités des actions, de la grève, de sa reconduction pour un mouvement qui s'inscrit dans la durée afin de gagner le progrès social.

.../...

Le 6 décembre, une intersyndicale nationale se tiendra, les syndicats sont invités à organiser des Assemblées Générales unitaires afin de décider collectivement des suites de la mobilisation.

Le 7 décembre, le CCN invite à participer massivement à la manifestation nationale contre le chômage, la précarité et pour une reconquête de la sécurité sociale protégeant des risques de la vie. Il invite aussi aux initiatives locales qui seront organisées sur le territoire.

La convergence des mobilisations sociales est une nécessité pour gagner sur les revendications. Elle doit se faire avec toutes les organisations syndicales qui portent cette même aspiration ainsi qu'avec l'ensemble des forces politiques de progrès, le monde associatif et les mouvements citoyens, à l'instar de l'appel à la convergence des Gilets Jaunes dans leur déclaration du 3 novembre dernier.

Les ingrédients sont réunis pour réussir un grand 5 décembre, ce qui donnera le ton des suites de la mobilisation.

Les mobilisations et grèves du 5 décembre porteront l'exigence du rejet « en bloc » du projet gouvernemental de réforme des retraites qui impactera fortement, durablement et négativement le niveau des pensions de toutes et tous, que l'on soit issu du secteur public ou du secteur privé.

La CGT se bat pour une autre réforme des retraites et porte un ensemble de revendications, notamment : un départ à taux plein à 60 ans, une prise en compte des pénibilités, des années d'études et de précarité, une augmentation générale des pensions...

Si la loi contraint le secteur public et les services publics à la pose de préavis de grèves et/ou de déclarations préalables, il n'en est rien pour les salarié-e-s du secteur privé qui peuvent librement cesser le travail, s'organiser et participer aux manifestations.

Ce combat est celui de toutes et tous, car ce projet de réforme est l'incarnation d'un choix de société où les solidarités laissent la place au « chacun pour soi », où l'insécurité sociale l'emporterait sur notre sécurité sociale.

Montreuil, les 5 et 6 novembre 2019